

Communiqué

Le 30 novembre 1994

N° 239

M. OUELLET ANNONCE L'OCTROI D'UNE ASSISTANCE TECHNIQUE À LA RUSSIE

Le ministre des Affaires étrangères, M. André Ouellet, a annoncé aujourd'hui l'affectation de 6,9 millions de dollars à des initiatives canadiennes d'assistance technique destinées à appuyer les réformes économiques en Russie. M. Ouellet a fait cette annonce à Moscou à l'issue d'une visite de travail de deux jours.

Ces projets visent deux objectifs prioritaires : favoriser le développement du secteur privé, en soutenant la privatisation des exploitations agricoles, la réforme foncière et le renforcement du système de brevets, et assurer la protection de l'environnement dans le domaine pétrolier et gazier.

«Le Canada demeure fermement résolu à appuyer les réformes économiques en Russie. Ces initiatives viennent renforcer nos projets en cours visant à soutenir le développement du secteur privé en Russie, et notamment la création d'un climat propice à l'investissement privé, par la prestation de services de conseil et de formation dans des domaines d'une importance cruciale pour le processus de réforme», a déclaré M. Ouellet.

L'aide annoncée sera répartie comme suit : 2,7 millions de dollars serviront à soutenir la privatisation de fermes collectives et d'État, 2,9 millions de dollars permettront d'appuyer le processus de réforme foncière et 900 000 dollars viseront à moderniser le bureau russe de protection des brevets. Un montant de 350 000 dollars sera en outre accordé pour aider la Russie à réduire au minimum les effets de l'exploration et de la production pétrolières et gazières sur son environnement, préoccupation des plus urgentes en ce qui concerne ses régions nordiques.



Les crédits destinés à ces initiatives figuraient au budget de février 1994, de sorte qu'ils s'inscrivent dans le cadre financier existant.

- 30 -

Document d'information décrivant ces projets en annexe.

Pour de plus amples renseignements, les représentants des médias sont priés de communiquer avec le :

Service des relations avec les médias
Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international
(613) 995-1874

Document d'information

NOUVEAUX PROJETS CANADIENS D'ASSISTANCE TECHNIQUE EN RUSSIE

Les projets annoncés aujourd'hui s'inscrivent dans le cadre du programme canadien d'assistance technique à la Russie, que gère de façon continue le ministère des Affaires étrangères et du Commerce international. Le programme vise trois objectifs fondamentaux : appuyer la transition vers une économie de marché, promouvoir le développement démocratique, et resserrer les liens en matière de commerce et d'investissement entre le Canada et la Russie. Les activités sont concentrées dans cinq secteurs prioritaires, où les compétences canadiennes viennent appuyer les priorités de réforme politique et économique russes, à savoir : le développement du secteur privé, le développement démocratique et le bon gouvernement, l'énergie, l'agriculture, ainsi que le développement et l'environnement du Nord. Si l'on tient compte de l'annonce faite aujourd'hui, près de 82 millions dollars auront été affectés à quelque 205 projets dans le cadre du programme canadien d'assistance.

Les nouveaux projets sont les suivants :

Privatisation de fermes collectives et d'États

Le Canada fournira 2,7 millions de dollars à la Société financière internationale (SFI) pour appuyer la privatisation de fermes collectives et d'État dans la région de Ryazan, située au sud de Moscou. Cette initiative fait suite à un projet-pilote déjà réalisé par la SFI à Nijni Novgorod dans le but d'élaborer un modèle de privatisation agricole. Ce modèle, dont le gouvernement russe a approuvé l'utilisation à l'échelle du pays, consiste à créer de nouvelles exploitations privées en répartissant les terres et les propriétés entre les membres des fermes collectives et d'État. Les Canadiens participant au projet de la SFI contribueront à l'organisation et à la tenue de ventes de fermes aux enchères et formeront des fonctionnaires et des agriculteurs russes aux méthodes d'élaboration des politiques et des modalités de privatisation au niveau local. En outre, 25 responsables des privatisations agricoles à Ryazan viendront au Canada en janvier 1995 pour étudier en profondeur le fonctionnement d'exploitations agricoles canadiennes.

Systeme de gestion de l'information foncière

Une initiative de 2,9 millions de dollars échelonnée sur 18 mois facilitera l'élaboration d'un système de gestion de l'information foncière pour le district de Dmitrov, situé à proximité de Moscou. La réforme et la gestion foncières sont des éléments critiques de la transition de la Russie vers une économie de

marché. Le projet permettra de concevoir et de mettre en place un système pratique d'enregistrement foncier ainsi qu'un bureau d'enregistrement à Dmitrov, qui sera chargé d'élaborer des systèmes modernes de gestion de l'information foncière, de mettre au point une législation foncière, des modalités d'évaluation foncière ainsi que des systèmes fiscaux, et d'établir une technologie de cartographie numérique. Le projet sera géré par un consortium canadien dirigé par le Groupe DMR Inc. de Montréal et comprenant la société Roche Limitée - Groupe conseil de Sainte-Foy (Québec), la société Tecslut International Limitée de Montréal et la société UMA Engineering Limited d'Edmonton. Le partenaire russe pour ce projet sera l'organisme fédéral responsable de la réforme foncière, ROSKOMZEM.

Bureau des brevets de la Russie

Ce projet de 900 000 dollars géré par la société RES Policy Research Inc. d'Ottawa permettra de renforcer les systèmes et les capacités de gestion du bureau des brevets de la Russie, ROSPATENT, et aidera ce pays à satisfaire aux exigences de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT) relatives à la protection mutuelle des droits intellectuels. Le projet visera notamment à mettre à jour et à moderniser les systèmes de gestion des brevets et des marques de commerce et les dossiers s'y rapportant, à former des examinateurs de brevets russes pour leur permettre de s'adapter aux normes internationales, et à produire un plan d'entreprise de sorte que le bureau puisse obtenir les crédits nécessaires pour automatiser complètement ses opérations. Le projet contribuera à accroître les échanges commerciaux avec la Russie, car il permettra de mieux protéger la propriété intellectuelle et les investissements canadiens.

Formation environnementale

Cette initiative de 350 000 dollars vise à aider la Russie à réduire au minimum les conséquences environnementales de l'exploration et de la production pétrolières et gazières. L'industrie pétrolière et gazière compte pour une part considérable du PIB du pays et de ses recettes en devises étrangères. Dans le cadre du projet, 16 gestionnaires attachés à six associations de producteurs russes viendront au Canada pour y recevoir une formation portant sur les technologies et les méthodes canadiennes concernant notamment la prévention des fuites et des déversements, le nettoyage des secteurs contaminés, la réduction des émissions, les mesures d'urgence et les exigences d'ordre juridique et réglementaire. Les stagiaires visiteront en outre diverses installations pétrolières et gazières pour y observer le fonctionnement des technologies et des techniques canadiennes.